

## La CEPNL se moque des salarié.es... et la FEP-CFDT lui sauve la mise !

Les patrons de la CEPNL ont mené de façon méprisante les Négociations Annuelles Obligatoires du mois de juillet... pour arriver à un piètre résultat, 0,7% pour les personnels OGEC, qui font suite aux scandaleux 0% de l'an dernier. Et moins encore pour les autres salariés de la CEPNL.

**Pendant les NAO, tous les syndicats, fait unique, ont repoussé ces propositions.**

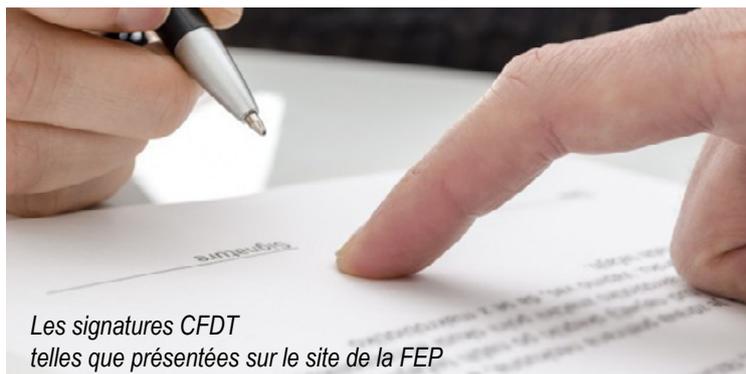
Et, en toute logique, tous les syndicats ont ensuite refusé de signer cet accord... sauf la direction de la FEP-CFDT, changeant de position, et qui est la seule à avoir signé. Pour se justifier, la direction de la FEP-CFDT parle d'une « avancée importante » – 0,7 % ! – et elle se vante d'« oser s'engager pour l'intérêt général et le plus grand nombre ».

En réalité, elle sauve la mise à la confédération patronale CEPNL qui peut au moins se prévaloir du soutien d'un syndicat de salariés.

**Les divisions syndicales sont le plus souvent favorables aux employeurs.**

Et ce sont bien ces derniers qui sont entièrement responsables des reculs que nous subissons.

Mais il faut quand même tirer des leçons des choix de la direction de la FEP-CFDT. A force de tendre l'autre joue, d'acceptation en acceptation, de recul en recul, cette pente qu'a empruntée la direction de la CFDT depuis des années a fait dériver très loin des valeurs pour lesquelles des milliers de salariés de notre secteur l'avaient choisie. Elle était dans cette lointaine époque la principale opposition à la toute-puissance de l'enseignement catholique.



Les signatures CFDT telles que présentées sur le site de la FEP

Depuis, sont passés par là la casse de la Sécurité sociale de Juppé acceptée par Nicole Notat en 1995, heureusement repoussée par les grèves ; l'acceptation du plan Fillon de casse des retraites en 2003 avec François Chérèque ; le soutien de Laurent Berger à la loi Travail d'El Khomri l'an dernier.

Ce jeu de dupe du « dialogue social » conduit à accepter la plupart des reculs, y compris dans notre secteur de l'enseignement privé. La justification est toujours la même : « *sinon, ce serait pire* ». Sauf que cette politique désarme les salariés, au lieu de leur donner confiance dans leurs revendications et dans leur force.

**Un autre syndicalisme est possible et nécessaire, porteur de revendications offensives à la hauteur des besoins des salarié.es**

Quand nous revendiquons des augmentations, nous ne faisons pas l'aumône ! C'est pour cela que nous avons refusé de signer cet accord indigne, comme le SPELC, la CFTC, FO, Solidaires ...

Nous voulons un syndicalisme qui dit clairement aux salarié.e-s que c'est par le rapport de forces, les mobilisations, qu'on pourra obtenir notre dû, face à des employeurs qui

n'écoutent aucune de nos exigences. Il ne s'agit pas d'une opposition stérile ou de principe mais bien de porter un projet de société émancipateur loin du défaitisme qui pousse à tout accepter.

**C'est ce que la CGT Enseignement privé veut construire avec tou.tes celles et ceux qui sont convaincus qu'on ne peut compter que sur nous-mêmes pour prendre en main nos propres affaires.**

Fait à Paris, le 17 juillet 2017

Collège des employeurs	Collège des salariés		
	FEP CFDT	FNEC FP FO	Snec-CFTC
CEPNL	Snepl-CFTC	SNEIP CGT	SNPEFP CGT
	SPELC	SUNDEP SOLIDAIRES SUD Enseignement privé	SYNEP CFE-CGC

**Le 17 juillet, la FEP-CFDT quitte le front syndical et signe avec la CEPNL**



Notre 4 pages analysant les NAO 2017

